

E 2/1643

*Der schweizerische Gesandte in Paris, Ch. Lardy,
an den Bundespräsidenten und Vorsteher des Politischen Departements,
N. Droz*

B Confid., teilweise chiffriert

Paris, 14 février 1887

Samedi soir, en sortant d'un banquet donné par notre Société Suisse de Bienfaisance, je me suis rendu à une soirée donnée au Ministère des Affaires Etrangères. Il était assez tard, et il n'arrivait plus grand monde; M. Flourens était donc à peu près seul à la porte d'entrée du premier salon. Pendant que ma femme parlait avec Madame Flourens, j'ai dit au Ministre que je venais de porter sa santé dans une nom-



breuse assemblée de mes compatriotes, et d'y remercier de mon mieux la France de sa gracieuse hospitalité envers nous. La conversation s'étant engagée sur un pied très amical, nous avons peu à peu passé à la politique, et notamment à la marche de la crise ministérielle italienne. M. Flourens a constaté que les chances d'un maintien de M. de Robilant aux affaires étaient redevenues très grandes, ce qui était bien inquiétant après l'article de l'*Opinione* qui déchirait plusieurs voiles et manifestait presque au grand jour les sentiments d'hostilité de l'Italie. — J'ai dit que tout cela commençait aussi à me préoccuper plus vivement qu'autrefois, depuis que M. Flourens avait fait allusion, dans un de nos entretiens, à cette hostilité de l'Italie et à la possibilité de pourparlers avec nous au sujet de la Savoie neutralisée. J'ajoute que j'avais espéré une détente, mais que l'article de «l'*Opinione*» m'avait aussi fait me poser personnellement la question de savoir s'il ne serait pas prudent de causer de cette question avant qu'on fut trop préoccupé partout des grands événements en perspective, s'ils devaient se produire. J'ai tenu alors à passer rapidement à un autre sujet et ai dit: qu'un de mes voisins au banquet suisse, un grand banquier parisien (je n'ai pas nommé M^r Hentsch, et ce n'est pas de lui que j'ai appris en premier lieu cette nouvelle, encore très-secrète, car Hentsch n'est pas régent de la banque et n'est pas de ceux auxquels je refuserais le titre de spéculateur) prétendait ce soir que la Russie cherchait à faire ici un emprunt «aussi gros que possible». M. Flourens a eu l'air fort embarrassé de quelqu'un qui n'aime pas mentir. Il a évité de répondre d'une façon précise, puisqu'il s'est raccroché à l'affaire de Savoie; que disant oui si j'ai fait jadis quelque allusion à l'occupation éventuelle de la Savoie par vos troupes, c'est qu'*[il]* semblait préférable d'en parler amicalement pendant que chacun est de sang-froid afin d'éviter que les mesures les plus simples prises par vous ou nous puissent dans l'excitation du moment prendre un caractère qu'elles ne comporteraient pas. Il est peut-être prudent que je me fasse remettre le dossier et que nous en parlions un de ces jours en dehors de ma réception du mercredi.

Comme vous y allez, ai-je répondu en riant, je ne vous ai dit qu'un mot en passant en mon nom personnel. Je n'ai pas la moindre instruction et redouterais beaucoup d'en demander afin de ne pas éveiller des craintes qui n'existent pas encore et qui pourraient aller au delà de ce qu'exige actuellement la situation générale. Quoiqu'il en soit, s'il vous convient de m'en parler à titre personnel et amical, je ne demande pas mieux sans pouvoir m'engager à aller au delà d'une simple conversation personnelle. Puis nous avons parlé d'autre chose; tout cela a été dit debout près d'une porte, sous forme de conversation de soirée et très rapidement, on ne pouvait guère être moins officiel. A la prochaine réception hebdomadaire de M. Flourens j'éviterai de lui reparler de l'Affaire et je le laisserai venir. Pour la bonne règle, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre office du 8 de ce mois¹ et de constater le passage à Paris de M. le notaire Gerster de Berne.

1. E 2200 Paris 1/0185.